



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

LA RÉSILIENCE EN ACTION

LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE DANS LA
PRÉVENTION ET LA
LUTTE CONTRE LA
CRIMINALITÉ ORGANISÉE



**RESILIENCE
FUND**

Supporting community
responses to organized crime

MAI 2025

Une contribution du GI-TOC au 15^e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tout particulièrement nos collègues Ana Castro et Ian Tennant, ainsi que les membres du Conseil consultatif du Fonds pour la résilience, Bente Angell-Hansen et Miguel Syjuco, pour leurs contributions et observations constructives concernant ce rapport. Nous remercions également l'équipe du Fonds pour la résilience pour ses précieuses analyses et réflexions sur la trajectoire du Fonds au cours des cinq dernières années. Nous adressons aussi un remerciement spécial à Agnes Atanga, à Jimmy Borah et à Patricia Mayorga – membres de la Plateforme communautaire du Fonds pour la résilience – qui ont généreusement consacré de leur temps et partagé leurs points de vue au cours d'entretiens ayant contribué à enrichir ce rapport.

À PROPOS DES AUTEURS

Patricia Neves est chargée de projet au GI-TOC, où elle soutient à la fois les équipes du Fonds pour la résilience et de l'Engagement académique. Auparavant, elle a travaillé au Service des instruments de politique étrangère de la Commission européenne, se concentrant sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi que sur les menaces à la sécurité liées au climat. Patricia possède également une expérience en tant que consultante et chercheuse dans le secteur de la justice, où elle a géré plusieurs projets financés par l'UE visant à prévenir l'extrémisme violent et la migration irrégulière.

Siria Gastélum Félix est directrice de la résilience au GI-TOC. Journaliste lauréate d'un Emmy Award, elle possède une expérience dans la radio, la télévision et la presse écrite au Mexique, aux États-Unis et au Canada. Avant de rejoindre le GI-TOC, elle a travaillé à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) à Vienne, au sein de la Commission des stupéfiants des Nations Unies et de l'Initiative mondiale de lutte contre la traite des êtres humains de l'ONU. En 2017, elle a lancé le projet #GIResilience au Mexique, qui est devenu par la suite le Fonds pour la résilience.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale.

Photo de couverture : *Fonds pour la résilience, GI-TOC*

Veuillez adresser vos demandes à :
Global Initiative Against Transnational Organized Crime
23, avenue de France
Genève, CH-1202
Suisse
www.globalinitiative.net

CONTENU

Résumé	1
Points clés.....	1
Introduction	3
Le développement du Fonds pour la résilience	6
L'apprentissage au fil de notre évolution : assumer la responsabilité.....	9
L'impact des réponses communautaires	11
Action directe et engagement communautaire.....	12
Éducation et sensibilisation.....	13
Suivi et responsabilisation.....	14
Coopération internationale et réseautage.....	15
Plaidoyer en faveur d'une réforme politique.....	16
Le défi de la société civile.....	18
Conclusion et recommandations	20
Recommandations politiques.....	20
Notes	22



RÉSUMÉ

Ce rapport s'appuie sur cinq années d'expérience du Fonds pour la résilience, de 2019 à 2024, et met en lumière l'importance de reconnaître et d'autonomiser la société civile en tant qu'acteur clé de première ligne dans la lutte contre la criminalité organisée. Dans un contexte où la criminalité organisée transnationale gagne en complexité et en ampleur, et où l'espace civique se réduit à l'échelle mondiale, ce rapport analyse l'impact concret des réponses communautaires et propose une feuille de route en matière de politiques publiques, de financement et de réforme institutionnelle.

Le rapport sera présenté lors de la 34^e session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ) à Vienne – une plateforme incontournable pour réaffirmer l'importance de la coopération internationale face à la criminalité organisée. Publié un an avant le 15^e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (ci-après désigné sous le nom de « Congrès sur la criminalité ») à Abou Dhabi (avril 2026), il s'inscrit dans le thème du Congrès : « Accélérer la prévention du crime, la justice pénale et l'État de droit : protéger les populations et la planète, et réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à l'ère du numérique ».

Nous proposons des pistes concrètes pour montrer comment la société civile joue un rôle central dans la prévention et la réponse à la criminalité, en soulignant pourquoi celles et ceux qui mènent ce travail essentiel doivent être soutenus et protégés dans leur engagement contre la criminalité organisée.

Points clés

- La société civile joue un rôle essentiel en tant que première ligne de défense contre la criminalité organisée, notamment dans les contextes où l'État est absent ou fragilisé.
- Le Fonds pour la résilience a soutenu plus de 360 projets dans 67 pays, illustrant la demande mondiale pour des approches communautaires de prévention du crime.
- La société civile agit à travers l'action directe, l'éducation, le suivi, la coopération internationale et le plaidoyer politique.
- Le soutien ciblé et la solidarité internationale peuvent renforcer les acteurs locaux et transformer les victimes de la criminalité organisée en moteurs de changement.
- Face à une criminalité organisée en expansion, exploitant les outils numériques et les failles de gouvernance, la société civile doit bénéficier du même soutien pour s'adapter et répondre efficacement.

- Le recul de l'espace civique menace la durabilité et l'efficacité des réponses communautaires. Il est essentiel de renforcer les réseaux de la société civile, de développer des récits alternatifs à la gouvernance criminelle et de rendre leur impact visible à travers une communication stratégique et un plaidoyer efficace.
- Les responsables politiques devraient reconnaître les acteurs de la société civile comme des partenaires stratégiques dans la lutte contre la criminalité organisée, les intégrer dans les stratégies nationales et internationales, et leur garantir protection et financements durables.
- Un financement flexible et à long terme est indispensable pour soutenir des stratégies de résilience à l'échelle mondiale.
- Les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé ont un rôle clé à jouer dans le soutien aux initiatives communautaires contre la criminalité.



INTRODUCTION

Le 15 mai 2017, Griselda Triana, journaliste basée au Mexique, reçoit l'appel qu'elle redoutait depuis longtemps : son mari, Javier Valdez – lui aussi journaliste et cofondateur de Ríodoce, un journal de Culiacán, Sinaloa – a été assassiné par le cartel de Sinaloa. Javier était l'un des journalistes les plus respectés du Mexique dans le domaine de la criminalité organisée et son assassinat suscite une vive émotion, tant au sein de la communauté journalistique que parmi les défenseurs des droits humains. À la suite de sa mort, Griselda et ses enfants ont été obligés de fuir leur domicile, leur deuil aggravé par la peur et le danger.

Au Mexique, où le journalisme est l'une des professions les plus dangereuses¹, faire des reportages sur la criminalité organisée peut parfois coûter la vie – non seulement des journalistes, mais aussi de leurs familles². Selon l'Indice mondial de la liberté de la presse 2024, 72 journalistes ont été tués au Mexique au cours de la dernière décennie³. Outre la menace d'assassinat, les journalistes sont régulièrement victimes de cyberattaques, de surveillance, d'intimidation et de poursuites judiciaires fallacieuses. Ces actes de répression proviennent souvent de groupes criminels ainsi que de responsables publics corrompus qui cherchent à étouffer le journalisme indépendant et à réduire au silence toute contestation.

Face aux menaces permanentes et à une culture d'impunité, Griselda a retrouvé sa force grâce à la solidarité. Soutenue par un réseau d'acteurs de la société civile et de collègues, elle s'est mobilisée pour réclamer justice pour son mari et pour toutes celles et ceux qui ont été réduits au silence pour avoir révélé la vérité. En tant que l'une des premières partenaires du Fonds pour la résilience, elle a documenté les histoires de familles de journalistes assassinés à travers le Mexique. Son travail a abouti à un rapport percutant qu'elle a présenté à des hauts responsables gouvernementaux, donnant enfin une voix aux victimes longtemps ignorées. Aujourd'hui, Griselda dirige Tejidos Solidarios, un réseau national qui défend les droits et la protection des familles de journalistes assassinés ou disparus. Son parcours constitue un témoignage éloquent de la manière dont un soutien ciblé, fondé sur le réseautage et la solidarité, peut permettre à des individus de provoquer le changement depuis la base.

L'histoire de Griselda n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Depuis sa création en 2019, le Fonds pour la résilience a soutenu plus de 360 projets portés par 285 personnes et organisations dans 67 pays, œuvrant à protéger leurs communautés contre la criminalité organisée. Le Fonds a été conçu avec une vision audacieuse : faire confiance aux acteurs locaux, reconnaître la société civile comme un défenseur de première ligne contre la criminalité organisée et faire évoluer le récit mondial, passant d'une perception de vulnérabilité à une perception de force et d'action.



Femmes indigènes de la communauté rarámuri à Chihuahua, au Mexique, soutenues par le Fonds pour la résilience. Photo : Awe Tibuame

Ce rapport fait le point sur l'impact du Fonds, tire les leçons de son expérience et trace les perspectives pour l'avenir. Il poursuit trois objectifs :

- **Faire le point sur l'impact du Fonds pour la résilience.** Faire le bilan des réalisations du Fonds au cours des cinq dernières années, en montrant comment un soutien ciblé a permis d'autonomiser les acteurs de terrain et de renforcer la résilience des communautés face à la criminalité organisée ; et ce, en mettant en évidence des réponses stratégiques communes ayant servi de base à l'élaboration de lignes directrices plus larges pour d'autres communautés confrontées à des défis similaires.
- **Reformuler le récit.** Déplacer l'attention des acteurs de la société civile, perçus comme des victimes passives, vers des agents de changement actifs, en soulignant leur rôle essentiel dans la réponse aux méfaits de la criminalité organisée et leur atténuation.
- **Plaider pour un soutien durable et renforcé.** Présenter un argument convaincant en faveur d'un investissement à long terme dans des stratégies fondées sur la résilience, en mettant en évidence la manière dont les réponses menées par les communautés ont permis de contester les économies criminelles.

Alors que la criminalité organisée évolue et s'étend à un rythme alarmant, cette analyse intervient à un moment crucial. Bien que la criminalité soit traditionnellement perçue comme un problème limité au soi-disant Sud global, des données récentes révèlent que l'Europe a enregistré la plus forte augmentation globale de la criminalité en 2023⁴. Dans les pays nordiques, par exemple, les groupes criminels ciblent de plus en plus les jeunes pour le recrutement, montrant ainsi que des environnements sociaux fragiles, même au sein de sociétés très développées, peuvent devenir un terreau fertile pour la criminalité organisée⁵. Ces dynamiques s'inscrivent dans une transformation plus large : les réseaux criminels n'étendent pas seulement leur influence, mais adaptent également leurs tactiques en utilisant les outils numériques, en exploitant les lacunes de la gouvernance et, dans certains cas, en s'alliant à des acteurs de menaces hybrides.

La criminalité organisée transnationale entraîne des conséquences lourdes. Elle sape la gouvernance, érode la confiance dans les institutions, affaiblit l'État de droit et freine les progrès vers chacun des Objectifs de développement durable (ODD). Elle déstabilise également les marchés et dissuade les investissements légitimes en instaurant un climat d'imprévisibilité et de violence. Ces effets touchent non seulement les communautés vulnérables, mais aussi la stabilité économique et politique plus large dont dépendent les États et les acteurs privés. Face à ces défis, société civile, États et entreprises partagent un intérêt commun dans la lutte contre la criminalité organisée. Lorsqu'elle repose sur le respect mutuel et qu'elle s'appuie sur des éléments tangibles, la coopération peut être une force déterminante de résilience.

Dans ce contexte, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ) offre une plateforme unique et essentielle pour réaffirmer l'importance de la coopération internationale. En tant qu'organe principal de décision politique des Nations Unies dans ce domaine, la CCPCJ joue un rôle central dans l'élaboration des réponses mondiales à la criminalité organisée. Elle constitue donc le forum idéal pour mettre en lumière les expériences des acteurs de la société civile sur le terrain, plaider en faveur d'approches centrées sur les communautés et promouvoir des systèmes résilients et fondés sur des règles, au service de l'intérêt général. La CCPCJ est également l'organe préparatoire du Congrès sur la criminalité, dont la prochaine édition se tiendra à Abou Dhabi en avril 2026. Ce Congrès fixe l'agenda politique des années à venir aux Nations Unies et doit donc prendre en compte les expériences les plus récentes de la société civile.

Ce rapport constitue à la fois une réflexion sur le potentiel transformateur de la société civile et un appel à l'action. La criminalité organisée représente un défi mondial de plus en plus périlleux, mais ce qui est tout aussi préoccupant, c'est le manque de capacités des acteurs de la société civile en matière de résistance, d'innovation et de solidarité. En tirant les enseignements de ceux qui sont les plus touchés et en soutenant ceux qui se trouvent en première ligne, nous pouvons contribuer à construire un avenir plus résilient, plus juste et plus sûr pour tous.



LE DÉVELOPPEMENT DU FONDS POUR LA RÉSILIENCE

Lorsque l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale (GI-TOC) est créée en 2013, il apparaît vite que la lutte contre la criminalité organisée ne se limite pas à cartographier les réseaux illicites : il faut aussi comprendre comment les communautés résistent et réagissent. L'idée selon laquelle les personnes touchées par la criminalité organisée seraient de simples victimes passives est fallacieuse. Même dans les environnements les plus violents et fragmentés, les acteurs de la société civile font preuve de courage et de créativité pour protéger leurs communautés, demander des comptes aux autorités et contester le pouvoir des groupes criminels.

En 2014, le GI-TOC lance une initiative pilote à Sinaloa, au Mexique, afin de montrer comment les communautés s'organisent face à la violence. Les résultats sont saisissants. Des journalistes locaux unissent leurs forces à des groupes de la société civile pour dénoncer la corruption et la collusion criminelle. Des femmes mènent des efforts soutenus pour protéger les jeunes du recrutement par les gangs. Des artistes mobilisent l'expression culturelle pour favoriser la guérison et reconstruire le tissu social après l'assassinat de leaders communautaires.

Inspiré par cette expérience, le GI-TOC étend le projet pilote au Guatemala, aux Philippines et en Afrique du Sud. Bien que les contextes diffèrent par leurs économies criminelles, leurs structures de gouvernance et leurs niveaux de corruption, un constat commun s'impose : la résilience face à la criminalité organisée n'était pas seulement envisageable ; elle était déjà à l'œuvre.

Cette idée a servi de base aux Dialogues sur la résilience, une série de rencontres où des acteurs de la société civile partageaient leurs stratégies, tissaient des réseaux et réfléchissaient collectivement à leurs pratiques. Dans des contextes où défenseurs des droits, militants et journalistes exercent sous menace constante, ces dialogues offraient de rares occasions de se connecter, d'apprendre et d'innover. Ces échanges ont fait émerger des approches prometteuses pour contrer l'influence criminelle – des approches qui avaient besoin de soutien pour pouvoir pleinement se développer.

Pour répondre à ce besoin, le GI-TOC lance le Fonds pour la résilience à l'occasion de la 28^e CCPCJ, en mai 2019, avec l'appui du gouvernement norvégien. Issu d'une large consultation menée à Vienne – réunissant société civile, milieu académique, médias et acteurs diplomatiques –, le Fonds est conçu comme un mécanisme innovant et complémentaire, destiné à soutenir les acteurs de première ligne œuvrant dans des environnements complexes et à haut risque.

La résilience est un concept employé dans de nombreuses disciplines pour désigner la capacité des systèmes – qu'il s'agisse d'individus, d'écosystèmes ou de communautés – à absorber les chocs, à s'adapter aux changements et à surmonter l'adversité. Dans le contexte de la criminalité organisée et de la gouvernance criminelle, la résilience



Membres de la communauté lors d'un dialogue sur la résilience à Nebaj, au Guatemala, en 2019 Photo : Fonds pour la résilience, GI-TOC / Josue Decavele

ne se réduit pas à la simple survie. Elle renvoie à la créativité, à la réinvention et à la faculté des personnes d'agir collectivement face à la violence systémique et à la négligence institutionnelle, tout en préservant leurs fonctions essentielles, leur identité et leurs liens sociaux. La résilience permet aux communautés de résister et de se reconstruire, de proposer des alternatives à la violence et d'imaginer d'autres avenir possibles.

Le Fonds pour la résilience offre un soutien financier et opérationnel flexible aux acteurs de la société civile qui luttent en première ligne contre la criminalité organisée. Il fonctionne comme un mécanisme de financement s'appuyant sur le réseau mondial du GI-TOC et sur ses efforts constants pour promouvoir la résilience au sein des communautés touchées par la gouvernance criminelle. Le Fonds contribue à identifier et à renforcer les acteurs locaux essentiels, à accroître leur capacité de réponse et à les relier à des réseaux plus larges, afin d'amplifier leur impact. Son modèle privilégie un soutien fondé sur la confiance, donnant la priorité au leadership local et aux stratégies communautaires. Plusieurs initiatives soutenues par le Fonds ont été élargies depuis, ou reproduites dans d'autres contextes, ce qui démontre que le potentiel de résilience n'est pas seulement réel, mais également porteur et contagieux.

Depuis la création du Fonds pour la résilience, le monde a profondément changé. Dans de nombreuses régions, l'espace civique se rétrécit, restreint par la baisse des financements, la montée de l'autoritarisme, les conflits armés et un climat mondial de méfiance grandissante. Dans certains contextes, les organisations de la société civile (OSC) sont injustement perçues comme des adversaires de l'État – une vision nourrie par la peur et la désinformation. Or, elles ne sont pas des ennemies : elles constituent des partenaires indispensables des États dans la construction de sociétés sûres, justes et responsables. Elles apportent une connaissance du terrain, une crédibilité, une légitimité qui découle d'un ancrage profond dans la communauté et un engagement indéfectible envers les populations qu'elles servent. Et elles peuvent – et le font – collaborer de manière constructive avec les gouvernements et les acteurs internationaux pour faire face aux menaces transnationales.

« Pour moi, la résilience, c'est la capacité de faire face à l'adversité, de s'adapter au changement et de surmonter les épreuves. Dans mon travail, elle se traduit par l'autonomisation des femmes dans la région de l'Upper East au Ghana, en réduisant leur dépendance à l'égard de l'exploitation minière illégale pour s'orienter vers des moyens de subsistance durables – tout en leur apportant une aide juridique et un accompagnement en santé mentale. »

Agnes Atanga, partenaire du Fonds pour la résilience

Le Fonds pour la résilience a été créé pour remettre en question les approches traditionnelles et hiérarchiques de la prévention de la criminalité, en accordant sa confiance au leadership local. Ce qui n'était au départ qu'un simple mécanisme de subventions flexible et réactif a pris une ampleur bien plus large. À travers des retraites régionales, des rencontres en présentiel et des réunions virtuelles, le Fonds a fait émerger un véritable écosystème de solidarité et d'empathie – un espace où des personnes qui travaillent de manière isolée trouvent une communauté, un objectif commun et un soutien mutuel au-delà des frontières. Ces liens ont renforcé à la fois la résilience individuelle et l'action collective face à des risques considérables.

Aujourd'hui, le Fonds pour la résilience est à la fois un instrument de soutien direct et une plateforme qui amplifie les voix de la première ligne, qui stimule l'innovation et qui aide les communautés à innover, à cocréer et à perfectionner en continu, depuis la base, leurs réponses à la criminalité organisée. Cela montre, avant tout, que les personnes les plus touchées par la criminalité organisée ne sont pas de simples victimes passives, mais bien des acteurs essentiels du changement.

Au cours des cinq dernières années, plusieurs enseignements majeurs ont orienté l'évolution du Fonds pour la résilience et renforcé la portée de son impact :

- **Les partenariats équitables sont essentiels et doivent être cultivés de manière intentionnelle.** Le Fonds pour la résilience intègre de plus en plus les principes du développement dirigé localement dans son modèle de financement. Concrètement, il s'agit de placer le leadership local – en particulier celui des personnes les plus touchées par la criminalité organisée – au cœur du processus, en consolidant leur rôle moteur et leur pouvoir de décision. Cela implique aussi de lever les barrières structurelles à l'accès aux financements, en simplifiant les procédures, en construisant des relations fondées sur la confiance et en favorisant l'autonomie des acteurs communautaires dans des domaines variés, tels que l'éducation et l'épanouissement des jeunes, la création d'opportunités économiques, la résilience culturelle et l'inclusion numérique. Nous reconnaissons que les organisations locales apportent souvent une compréhension contextuelle plus approfondie, qu'elles agissent avec une plus grande agilité et qu'elles portent des perspectives critiques et indépendantes, indispensables à un changement systémique. C'est pourquoi, dans tout ce document, nous désignons nos bénéficiaires de subventions par l'expression « partenaires locaux » ou simplement « partenaires » pour marquer cet engagement. Nous sommes convaincus que les partenariats équitables reposent sur le respect mutuel, le partage du leadership et la reconnaissance que les personnes directement touchées par la criminalité organisée ne sont pas de simples bénéficiaires d'aide, mais des acteurs incontournables de la conception des solutions et de la promotion du changement systémique.
- **Le soutien doit être holistique, et pas seulement financier.** Si un financement flexible – permettant aux partenaires locaux d'adapter l'utilisation des ressources à l'évolution des priorités et aux risques émergents – demeure essentiel, il est tout aussi crucial de leur offrir des outils et des ressources complémentaires, adaptés à leurs besoins

« Selon moi, la résilience est la capacité de transformer une réalité absurde, dénuée de sens ou défavorable. Il s'agit de s'arrêter, de réfléchir, de rassembler des forces et des ressources dont vous ne soupçonniez même pas l'existence, et de trouver une nouvelle manière de voir cette réalité autrement. La transformation va de pair avec la résistance, mais il ne s'agit pas de résister pour résister : il s'agit de transformer la réalité pour qu'elle ne devienne ni un frein ni un sacrifice. Contrairement à la résistance, qui s'apparente souvent au poids d'un fardeau, la résilience consiste à identifier les outils qui permettent de continuer à vivre dans la paix et le bonheur, malgré l'adversité ou le désespoir. C'est chercher l'espoir dans tout ce qui nous entoure, en soi-même et chez les autres. »

Patricia Mayorga, partenaire du Fonds pour la résilience

spécifiques. Cela peut inclure l'accès au mentorat, un accompagnement en santé mentale, des ateliers de formation, des outils numériques sécurisés ainsi que des opportunités de collaboration. Investir dans ces dimensions renforce non seulement les projets individuels, mais aussi l'écosystème plus large de la résilience.

- **Le centrage sur les communautés touchées transforme les discours et les stratégies.** Il est fondamental de remettre en cause l'idée qu'elles ne seraient que des acteurs soumis ou de simples victimes passives. En amplifiant les voix de la résistance – en particulier celles des femmes, des jeunes et des peuples autochtones –, nous mettons en lumière les expériences vécues, nous brisons la stigmatisation et nous montrons que celles et ceux qui sont confrontés à la violence systémique font déjà partie de la solution. Les acteurs de la société civile avec lesquels nous collaborons ne se contentent pas de révéler les racines de la vulnérabilité : ils démontrent aussi comment les communautés s'attaquent à des défis systémiques tels que le recrutement des jeunes, les violences fondées sur le genre, la dépossession des terres ou la criminalité environnementale. Cette approche permet d'humaniser la problématique, tout en attirant l'attention sur les forces structurelles – élites politiques, intérêts privés ou institutions complices – qui perpétuent les dommages et qui prospèrent dans l'impunité.
- **La solidarité nourrit la résilience.** À travers des rencontres régionales et des plateformes virtuelles, le Fonds a contribué à tisser des réseaux transnationaux fondés sur la confiance et un objectif commun. Ces liens ne sont pas secondaires : ils sont essentiels pour soutenir à la fois la résilience individuelle et l'action collective dans des contextes à haut risque. La solidarité, en particulier dans les contextes où l'isolement renforce la vulnérabilité, se transforme en véritable bouée de sauvetage, permettant aux acteurs de partager leurs stratégies, de faire entendre leurs voix et de se soutenir mutuellement.

L'apprentissage au fil de notre évolution : assumer la responsabilité

Construire un réseau mondial pour soutenir et rassembler les acteurs de la société civile n'a pas été une tâche facile. Bien que nous soyons fiers du travail accompli et constamment inspirés par le courage et la ténacité remarquable des personnes et des organisations que nous soutenons, le Fonds pour la résilience a également été confronté à des défis qui exigent une réflexion sincère et une volonté réelle de s'améliorer.

L'un des principaux défis a été de concilier la nécessité de flexibilité et celle d'un soutien durable à long terme. Nos partenaires opèrent souvent dans des environnements à haut risque et en constante évolution, mais notre capacité à réagir rapidement a parfois été limitée par des procédures bureaucratiques. Dans certains cas, cela a entraîné des retards dans le versement des financements et, parfois, un soutien insuffisant, lorsque le temps était précieux. Nous apprenons que, pour que la flexibilité soit vraiment efficace, elle doit s'accompagner de systèmes rationalisés, proactifs et réactifs.

« Selon moi, la résilience consiste à redonner aux communautés du nord-est de l'Inde la motivation et le soutien dont elles ont besoin pour lutter contre les crimes liés à la faune et à l'environnement. Ces communautés s'efforçaient déjà de faire une différence, mais elles manquaient de l'appui nécessaire pour agir efficacement. Le Fonds pour la résilience a permis d'apporter ce soutien directement sur le terrain. »

Jimmy Borah, partenaire du Fonds pour la résilience

Il s'est également montré difficile de mesurer la résilience et l'impact. Bien que nous ayons progressé dans le suivi des activités, la résilience est un concept difficile à appréhender à travers des indicateurs traditionnels. Nos outils de suivi et d'évaluation nécessitent des ajustements constants. Dans les années à venir, nous nous engageons à développer des cadres plus efficaces, pilotés par les communautés, pour mesurer ce qui importe réellement : la sécurité à long terme, l'autonomie et la capacité locale à répondre à la criminalité organisée.

La sécurité reste un défi permanent et urgent. Plusieurs de nos partenaires ont été confrontés à des poursuites judiciaires, à du harcèlement, à des incarcérations, voire à des attaques armées. Depuis 2019, nous avons enregistré 25 incidents liés directement à des représailles contre des activités menées dans le cadre de subventions du Fonds pour la résilience, afin de lutter contre la criminalité organisée.

Dénoncer les activités illicites

Au Laos, le militant environnemental et partenaire du Fonds pour la résilience, Ouch Leng, est arrêté, alors qu'il enquêtait sur l'exploitation forestière illégale dans un parc national, le contraignant, lui et sa famille, à fuir le pays⁶. Sa survie reposait sur le soutien de partenaires internationaux et de bailleurs flexibles, conscients de l'urgence des situations mettant sa vie en péril, ainsi que sur des journalistes qui ont refusé de garder le silence.

De même, au Venezuela, le journal où Clavel Rangel travaillait sur des enquêtes relatives à des disparitions liées au crime organisé a été perquisitionné et saccagé. L'une des premières boursières du Fonds pour la résilience, Rangel a fui le pays après avoir reçu des menaces en lien avec ses reportages. Avec le soutien du Fonds, elle a repris son travail en exil, puis a confondé le Réseau de journalistes de l'Amazonie vénézuélienne, une initiative consacrée à la formation, à l'échange de connaissances et à la collaboration entre journalistes. ■

Ces récits rappellent avec force à la fois l'importance de notre mission et les limites de notre approche actuelle. Ils mettent en lumière la résilience de nos partenaires, mais aussi les fragilités de nos systèmes de soutien. Nous savons que nous pouvons – et devons – faire davantage pour anticiper les risques, accélérer les réponses en cas de crise et offrir des perspectives durables pour l'avenir. Les cinq dernières années ont été une période intense d'apprentissage, d'expérimentation et de croissance. Nous avons construit un réseau mondial, testé un modèle audacieux et tiré des enseignements inestimables. À l'aube de la prochaine phase, nous avançons avec humilité et un sens renouvelé de notre mission, déterminés à affiner nos outils, à renforcer nos systèmes et à devenir le partenaire que les acteurs de la société civile attendent et méritent dans leur lutte pour la justice et la sécurité.



L'IMPACT DES RÉPONSES COMMUNAUTAIRES

Comme les Nations Unies l'ont régulièrement souligné, y compris dans les documents issus des Congrès sur la criminalité (voir l'extrait ci-dessous), la criminalité organisée transnationale représente un défi majeur pour les sociétés du monde entier : elle mine l'état de droit, érode la confiance du public dans les institutions et perpétue des cycles de violence et de corruption. Dans ce contexte, la société civile joue un rôle essentiel. Elle regroupe une diversité d'acteurs – organisations non gouvernementales (ONG), associations communautaires, mouvements de base – qui agissent de manière indépendante vis-à-vis des gouvernements pour promouvoir le changement social, la redevabilité et la justice. Son action dans la lutte contre la criminalité organisée est multiforme et va du plaidoyer au suivi, en passant par l'action directe, l'éducation et la coopération internationale.

Quelques paragraphes introductifs de la « Déclaration de Kyoto » adoptée lors du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale de 2021

1. Nous exprimons notre profonde préoccupation face aux effets négatifs de la criminalité sur l'État de droit, les droits humains, le développement socioéconomique, la santé et la sécurité publiques, l'environnement, ainsi que le patrimoine culturel ;
2. Nous exprimons également notre profonde inquiétude face à la montée de la criminalité transnationale, organisée et complexe, et face à l'exploitation croissante, par les criminels, des technologies nouvelles et émergentes, y compris Internet, pour mener leurs activités illicites, ce qui crée des défis sans précédent pour prévenir et combattre à la fois les formes de criminalité existantes et celles qui émergent ; [...]
10. Nous nous engageons à intensifier les efforts multidisciplinaires de prévention et de lutte contre la criminalité, en favorisant la coopération et la coordination entre les forces de l'ordre, les autres institutions de justice pénale et les différents secteurs gouvernementaux, et à soutenir leur action en développant des partenariats multipartites avec le secteur privé, la société civile, le monde universitaire et scientifique, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes concernées, selon les besoins [...]⁷. ■

Action directe et engagement communautaire

Au niveau communautaire, la société civile contribue à la lutte contre la criminalité organisée à travers l'action directe et des initiatives locales ; ces efforts s'attaquent souvent aux causes profondes de la criminalité en mettant l'accent sur la prévention et l'accompagnement. Cela revêt une importance particulière à l'occasion de la 34^e session de la CCPCJ cette année, qui examinera une résolution sur la prévention de la criminalité, présentée par la Finlande – une première depuis de nombreuses années où la prévention sera placée au cœur des travaux de la Commission. Les programmes communautaires axés sur l'engagement des jeunes, l'éducation et l'emploi offrent des alternatives aux activités criminelles en ciblant les facteurs socioéconomiques qui poussent les individus vers la criminalité organisée. En s'attaquant à ces causes profondes, les OSC contribuent à créer des communautés plus résilientes et autonomes.

Au-delà de la prévention, les OSC offrent souvent des services essentiels aux victimes de la criminalité, tels que l'assistance juridique, le soutien psychologique et l'accès à des programmes de réinsertion. Ces services accompagnent les victimes dans leur rétablissement et les aident à rechercher la justice, ainsi qu'à dénoncer les crimes.

Les recherches confirment l'efficacité de ce type d'interventions communautaires, montrant que la promotion de l'engagement local et de la coopération entre les habitants peut réduire considérablement les taux de criminalité⁸. Ces stratégies de terrain renforcent non seulement la sécurité immédiate, mais contribuent également à renforcer la cohésion sociale – un élément clé pour une réduction durable de la criminalité.

L'action de terrain contre les disparitions forcées au Mexique

Dans l'État de Sinaloa au Mexique, où la guerre contre la drogue a provoqué de nombreuses disparitions, le Colectivo de Búsqueda Sabuesos Guerreras est un collectif dirigé par des femmes qui, après avoir été abandonnées par l'État, se sont consacrées à la recherche de leurs proches disparus. Le groupe a été fondé par Maria Isabel, dont le fils Yosimar Reyes a disparu en 2017. Lorsque les autorités n'ont pas réussi à l'aider, elle a pris les choses en main, constatant rapidement compte que de nombreuses autres femmes vivaient même angoisse.

Les Sabuesos Guerreras se spécialisent dans la criminalistique, en techniques d'enquête et dans l'identification de fosses clandestines. Elles utilisent également des outils numériques pour organiser et partager les dossiers d'affaires, tout en apportant un soutien aux familles des victimes. L'une des forces majeures du collectif réside dans la solidarité émotionnelle qu'il offre : en se réunissant, ces femmes ont créé un espace de soutien mutuel, de résilience et de guérison, où le deuil partagé devient une source de force plutôt qu'un isolement.

En partenariat avec d'autres organisations de la société civile, les Sabuesos Guerreras dénoncent la corruption et l'impunité, et plaident pour la justice ainsi que pour un changement systémique. Leur travail illustre comment les initiatives de terrain peuvent permettre aux communautés de résister à la criminalité organisée et d'exiger des comptes face aux défaillances de l'État. ■

« Notre projet, soutenu par le Fonds pour la résilience, vise à documenter l'histoire des déplacements forcés et de la violence criminelle dans la région des Barrancas del Cobre, dans la Sierra Tarahumara au Mexique, en mettant particulièrement l'accent sur l'impact de ces problématiques sur les femmes. En travaillant avec les communautés, nous avons combiné la cartographie de la perte des écosystèmes, des podcasts et des frises chronologiques pour les aider à consigner leurs luttes et à retrouver leur voix. Ces outils ont permis aux communautés, et surtout aux femmes, de renforcer la défense de leur territoire et de leur dignité. Le dialogue sur la résilience que nous avons organisé à Chihuahua a contribué à créer un élan supplémentaire. Aujourd'hui, la communauté se sent plus forte, plus déterminée à raconter son histoire, à exiger justice et à poursuivre sa lutte pour retrouver son territoire ancestral. »

Patricia Mayorga, partenaire du Fonds pour la résilience

Éducation et sensibilisation

L'éducation et la sensibilisation constituent un autre pilier des actions de la société civile. Les OSC mènent souvent des campagnes d'information destinées au grand public pour expliquer les dangers liés à la criminalité organisée et l'importance de signaler les activités suspectes – par exemple, en sensibilisant les consommateurs aux effets de la contrefaçon⁹. En informant le public sur les conséquences de leurs choix d'achat, la société civile contribue à réduire la demande de produits contrefaits, affaiblissant ainsi un pilier financier des organisations criminelles. Ces initiatives permettent aux communautés de jouer un rôle actif dans la résistance à l'influence criminelle, en favorisant une culture de vigilance et de résilience.

Les OSC contribuent également à renforcer l'engagement civique en incitant les citoyens à participer à des initiatives de lutte contre la criminalité. En organisant des forums communautaires, des ateliers et des sessions de formation, elles fournissent aux individus les connaissances et compétences nécessaires pour contrer efficacement la criminalité organisée. Par exemple, des programmes visant à sensibiliser les jeunes aux risques et aux conséquences liés à la criminalité organisée peuvent constituer des outils puissants de prévention, réduisant leur vulnérabilité au recrutement par des groupes criminels.

Renforcer le sentiment d'appartenance grâce à l'éducation en Afrique du Sud

Dans les communautés où les gangs constituent l'un des rares moyens visibles de trouver un sentiment d'appartenance, l'éducation devient un puissant outil de résistance. Dans les Cape Flats, en Afrique du Sud – une région marquée par les inégalités systémiques, la violence et l'emprise des gangs –, l'organisation MathMoms utilise l'éducation et la sensibilisation pour briser le cycle des traumatismes et du recrutement criminel.

Fondée en 2016 par Sonja Cilliers, MathMoms forme des femmes sans emploi – dont beaucoup sont mères –, afin qu'elles deviennent à la fois des mentors émotionnels et des tutrices scolaires pour les enfants à risque. En partenariat avec des écoles locales, ces femmes suivent un programme de formation de trois mois axé sur la sensibilisation aux traumatismes, l'intelligence émotionnelle et le leadership communautaire. Cette démarche leur permet non seulement de soutenir les apprentissages des enfants, mais aussi de faire face à leurs propres



Photo : MathMoms

traumatismes, contribuant ainsi à briser les cycles intergénérationnels de violence et de négligence.

Au cœur de l'action de MathMoms se trouve la création de liens. En cultivant des relations sûres et bienveillantes avec les enfants, le programme contribue à réduire l'attrait exercé par la vie de gang. Ainsi, MathMoms sensibilise les jeunes à des réponses non violentes face à l'adversité et leur propose une alternative, porteuse de sens, aux structures criminelles de soutien et d'identité.

L'impact de cette initiative dépasse largement le cadre de la salle de classe. Les femmes ayant suivi le programme poursuivent souvent leurs études, accèdent à un emploi stable et assument des rôles d'influence au sein de leurs communautés. L'une d'elles, qui avait consommé de la drogue depuis l'âge de 16 ans, est désormais sobre depuis deux ans ; elle attribue ce changement au sentiment d'appartenance et au sens qu'elle a trouvés grâce à MathMoms.

MathMoms montre comment l'éducation, le mentorat et le soutien communautaire peuvent contrebalancer l'influence de la criminalité organisée. En investissant dans les femmes et en tissant des réseaux intergénérationnels de solidarité, l'initiative favorise la résilience, stimule l'engagement civique et redéfinit la sécurité communautaire à partir de la base. ■

Suivi et responsabilisation

Outre le plaidoyer, la société civile surveille l'action de l'État et exige des comptes des autorités, en particulier dans les contextes où les institutions publiques sont perçues comme corrompues ou inefficaces. La criminalité organisée prospère souvent dans des environnements marqués par la corruption et la collusion entre forces de l'ordre et organisations criminelles, ce qui rend la fonction de vigilance des OSC indispensable¹⁰. En scrutant les institutions publiques, les OSC favorisent la transparence, veillent au respect de l'État de droit et dénoncent les comportements répréhensibles. Cela contribue à créer un environnement moins propice à la tolérance ou à la complicité avec la criminalité organisée, et encourage une véritable culture de responsabilité¹¹. En outre, en plaidant pour des réformes systémiques, les OSC renforcent la gouvernance, réduisent les vulnérabilités et comblent les brèches exploitées par les organisations criminelles.

La surveillance ne doit pas se limiter aux seuls États, mais aussi s'étendre aux groupes criminels eux-mêmes. Des réseaux mondiaux tels que le GI-TOC et le Fonds pour la résilience montrent comment les OSC peuvent jouer un rôle déterminant en apportant des réponses plus ciblées et efficaces, grâce à leur connaissance locale des opérations criminelles. Ainsi, elles contribuent à renforcer l'État de droit et à promouvoir une approche globale de la responsabilité, englobant à la fois les acteurs étatiques et non étatiques.

Le journalisme d'investigation au service de la responsabilité en Macédoine du Nord

Dans une région où la criminalité organisée et la corruption prospèrent souvent à l'abri d'un voile de protection politique, Scoop Macedonia s'impose comme un observateur incontournable. Cette ONG de journalisme d'investigation surveille le comportement des responsables publics, retrace l'accumulation de leurs richesses, cartographie leurs liens avec les élites économiques et met au jour d'éventuelles connexions avec des réseaux criminels. En révélant comment le pouvoir politique peut servir à protéger, voire à favoriser la criminalité organisée, Scoop contribue directement à renforcer la transparence et la responsabilité.

Les enquêtes de Scoop, souvent diffusées sous forme de documentaires ou menées dans le cadre de collaborations transfrontalières, dépassent le simple cadre des scandales individuels. Elles mettent en évidence des schémas systémiques d'abus et d'impunité, tout en révélant les vulnérabilités structurelles exploitées par la criminalité organisée. L'organisation collabore également avec des réseaux médiatiques internationaux et des acteurs de la société civile, afin de suivre les flux financiers et de dénoncer une corruption qui dépasse les frontières nationales.

Par son suivi rigoureux et ses reportages publics, Scoop Macedonia joue un rôle clé dans le renforcement des institutions démocratiques et la consolidation de l'État de droit. Son travail offre aux citoyens un meilleur accès à l'information, exerce une pression sur les autorités pour qu'elles réagissent et remet en cause la culture du silence qui permet à la corruption et à la criminalité organisée de prospérer. ■

Coopération internationale et réseautage

Les complexités de la criminalité organisée exigent une réponse coordonnée dépassant les frontières nationales. Cela nécessite des efforts proactifs et stratégiquement ciblés entre responsables politiques, forces de l'ordre et organisations internationales¹². Les OSC peuvent faciliter cette coopération en partageant informations, bonnes pratiques et ressources, ce qui renforce l'efficacité globale des initiatives de lutte contre la criminalité organisée. Les réseaux internationaux d'OSC jouent également un rôle crucial dans la lutte contre la criminalité organisée transnationale. Par exemple, les organisations spécialisées dans le trafic d'armes, la traite des êtres humains ou le trafic de drogue collaborent souvent au-delà des frontières pour échanger des renseignements, coordonner leurs actions et plaider en faveur de changements politiques.

« Avant de recevoir la subvention du Fonds pour la résilience, mon travail se concentrait principalement sur la formation professionnelle des femmes dans les communautés minières illégales, mais je n'avais pas eu l'occasion d'évaluer réellement leurs besoins. Cette subvention a tout changé. Elle nous a permis d'adopter une approche globale, combinant autonomisation économique, soutien en santé mentale, assistance juridique et plaidoyer politique. Nous sommes passés d'une à trois communautés, et j'ai pu m'engager directement avec les responsables politiques, y compris des membres du parlement, pour plaider en faveur de la réforme de la législation minière. La flexibilité du Fonds, tant dans la manière dont le financement était accordé que dans le suivi des rapports, m'a permis de me concentrer sur le travail lui-même, plutôt que d'être liés par la bureaucratie. »

Agnes Atanga, partenaire du Fonds pour la résilience

Une collaboration transfrontalière pour lutter contre le commerce illégal de la faune entre le Népal et la Chine

Par ses efforts pour perturber les routes internationales du trafic d'animaux sauvages, Greenhood Nepal renforce la sensibilisation des communautés et la capacité d'intervention des forces de terrain dans des zones frontalières stratégiques. Situés près de la frontière népalaise avec la Chine, le parc national de Langtang et la zone de conservation de Gaurishankar constituent des zones sensibles pour le commerce illégal des espèces sauvages. Grâce à un engagement soutenu auprès des communautés locales et des autorités, Greenhood Nepal favorise la coopération transfrontalière et renforce la résilience locale face à la criminalité environnementale organisée.

En établissant la confiance avec les unités communautaires de lutte contre le braconnage et la police le long des routes commerciales et des postes-frontières, Greenhood Nepal a amélioré la collecte de renseignements locaux et la détection précoce des activités de trafic. En 2024, l'organisation a élaboré et testé un guide de détection du commerce illégal des espèces sauvages et d'identification des parties animales, intégrant les commentaires des communautés locales afin de garantir sa pertinence et son utilité. Cette approche collaborative a déjà porté ses fruits : les informations fournies par les membres de la communauté ont permis la saisie de deux cargaisons d'écailles de pangolin, un succès majeur dans la rupture des chaînes de trafic.

Les efforts de Greenhood Nepal démontrent comment les organisations de la société civile peuvent combler les lacunes de l'application de la loi face à la criminalité transnationale, en autonomisant les communautés, en facilitant le partage d'informations et en renforçant les liens entre acteurs locaux et agences étatiques. ■

Plaidoyer en faveur d'une réforme politique

L'une des fonctions principales de la société civile est de plaider en faveur de réformes politiques. Les OSC mènent des actions de lobbying pour influencer les législations et les politiques publiques, afin de traiter les causes profondes de la criminalité organisée. Ces actions peuvent inclure la promotion de mesures anti-corruption renforcées, le renforcement des capacités des forces de l'ordre et la protection des droits humains. Grâce au plaidoyer, les OSC peuvent également stimuler le développement de techniques et d'outils innovants pour lutter contre la criminalité organisée¹³. En sensibilisant le public, elles mobilisent l'opinion et incitent les responsables politiques à accorder la priorité aux initiatives de lutte contre la criminalité.

La société civile amplifie également la voix des communautés marginalisées, souvent touchées de manière disproportionnée par la criminalité organisée¹⁴. Par exemple, des études montrent que les familles ayant un faible niveau d'éducation ou celles qui connaissent des délocalisations dues à la migration courent un risque plus élevé de tomber dans la criminalité organisée, en particulier chez les jeunes¹⁵. En défendant leurs droits et en traitant les biais systémiques, les OSC contribuent à une approche plus équitable et globale de la lutte contre la criminalité.

Une activité et une coordination accrues sont également observées au niveau multilatéral, où la société civile s'organise pour plaider en faveur de réformes et partager ses connaissances sur la criminalité organisée transnationale. La 12^e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC COP12) a connu la plus grande participation jamais enregistrée de la société civile, avec plus de 200 ONG inscrites (le GI-TOC seul ayant enregistré une délégation de 37 participants)¹⁶. Bien que cette mobilisation accrue soit à saluer, la société civile reste confrontée à des restrictions à plusieurs niveaux, y compris au sein des Nations Unies, ainsi qu'aux niveaux national et local.



Des membres de la communauté s'organisent en vue de protéger la faune du Népal face aux réseaux criminels.

Photo : Greenhood Nepal

Amplifier la voix des femmes leaders communautaires à l'UNTOC COP12

En octobre 2024, sept femmes leaders communautaires d'Afrique, d'Asie et des Amériques – soutenues par le projet ECO-SOLVE du GI-TOC et le Fonds pour la résilience – se sont rendues à Vienne pour participer à la 12e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC COP12). Ces intervenants locales sont en première ligne pour renforcer la résilience face aux crimes environnementaux dans leurs communautés, intervenant sur des enjeux tels que l'exploitation illégale des forêts et des mines, ainsi que le trafic des espèces sauvages et de ressources naturelles.

Leur participation à la COP12 a constitué une étape majeure pour rendre les discussions internationales sur la criminalité organisée plus inclusives et ancrées dans les réalités communautaires. Pour beaucoup d'entre elles, c'était la première occasion d'échanger directement avec des représentants des États membres et des responsables de l'ONU, et d'expliquer comment les crimes environnementaux affectent leurs communautés et leurs écosystèmes. Leur présence a apporté des connaissances concrètes et essentielles aux débats politiques, soulignant la nécessité de réponses conçues par ceux qui sont le plus concernés.

Cette participation a également mis en lumière l'importance des perspectives de genre dans la lutte contre la criminalité organisée. Les femmes ne sont pas seulement victimes de la dégradation environnementale et de l'exploitation criminelle ; elles sont aussi de puissantes agents du changement. En investissant dans les femmes leaders et en amplifiant leur plaidoyer sur des plateformes internationales telles que la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC COP), nous nous rapprochons de la mise en œuvre de politiques équitables, représentatives et adaptées aux dommages causés par la criminalité organisée à l'échelle mondiale.

Les contributions de ces acteurs de la société civile lors de la COP12 rappellent que toute réforme politique significative commence par l'écoute – à la fois de ceux qui subissent les conséquences et de ceux qui développent activement des solutions. ■

« Je travaille, depuis plus de dix ans, à la lutte contre les crimes visant la faune et l'environnement, mais les communautés manquaient souvent de motivation et de soutien pour passer à l'action. Le Fonds pour la résilience a permis de changer la donne. Grâce à son appui, nous avons pu constituer et doter des équipes communautaires de surveillance et de suivi, renforçant ainsi la circulation de l'information entre les communautés locales et les agences chargées de l'application de la loi. Cette collaboration a non seulement entraîné une réduction des crimes contre la faune et accru la sensibilisation des communautés, mais elle a également été reconnue par le gouvernement. La flexibilité du financement du Fonds nous a permis d'investir dans le matériel et la formation adaptés, ce qui a rendu notre travail de terrain beaucoup plus efficace. Cependant, un écart important subsiste : peu de bailleurs de fonds donnent la priorité aux crimes contre la faune, en particulier au travail de renseignement qui est essentiel pour les combattre. Alors que notre action se poursuit, l'avenir reste incertain sans un soutien durable. »

Jimmy Borah, partenaire du Fonds pour la résilience

Le défi de la société civile

Malgré son rôle essentiel dans la lutte contre la criminalité organisée, la société civile doit faire face à plusieurs défis qui entravent son efficacité. Un obstacle majeur réside dans les menaces qui pèsent sur la sécurité des activistes et des organisations travaillant dans ce domaine. Comme il est bien documenté, les militants qui s'opposent à des réseaux criminels puissants sont souvent victimes d'intimidation, de violence, voire d'assassinats¹⁷. Il est donc crucial que les États reconnaissent et protègent la société civile, afin que les activistes puissent agir sans craindre de représailles.

Un autre défi tient aux ressources limitées dont disposent de nombreuses OSC. La plupart dépendent de dons, de subventions et de l'engagement bénévole pour mener à bien leurs activités, ce qui limite leur capacité à s'investir dans des actions globales de lutte contre la criminalité organisée. De plus, les cadres juridiques et réglementaires régissant les activités de la société civile peuvent soit faciliter, soit restreindre leur participation à ces initiatives¹⁸. Un environnement juridique favorable, protégeant les droits des OSC et encourage leur participation à la gouvernance, est essentiel pour créer un écosystème où la prévention de la criminalité peut prospérer.

Par ailleurs, bien que de nombreuses données anecdotiques témoignent de l'impact des activistes et des ONG dans des domaines spécifiques tels que le trafic d'organes, il existe un déficit important de données empiriques systématiques permettant d'évaluer leur efficacité sur les politiques et les résultats¹⁹. Ce manque souligne la nécessité de poursuivre les recherches, afin de quantifier les contributions de la société civile dans la lutte globale contre la criminalité organisée. Une meilleure compréhension de la manière dont les OSC influencent les politiques et les résultats pourrait conduire à des stratégies mieux informées et renforcer le rôle central de la société civile dans la prévention de la criminalité.

Enfin, l'espace politique consacré à la criminalité organisée transnationale connaît des restrictions particulières concernant la capacité des OSC à participer aux processus d'élaboration des politiques, comme l'a largement documenté le GI-TOC²⁰.

Mettre à profit le potentiel de la société civile

Au-delà de la promotion de la responsabilité, du plaidoyer pour des réformes politiques et de l'engagement des communautés dans des actions de résistance, la société civile a le potentiel de perturber et de remodeler les dynamiques de la criminalité organisée. Lorsque les citoyens s'opposent activement aux organisations criminelles, ils exercent des pressions sociales capables d'influencer le comportement et les opérations de ces groupes. En mobilisant les communautés et en favorisant des réseaux de résistance, les OSC contribuent à démanteler les conditions socioéconomiques qui permettent à la criminalité organisée de prospérer. Cette action collective renforce la résilience, réduit les vulnérabilités et participe à la stabilité à long terme, faisant de la société civile une force indispensable²¹.

Par ailleurs, les OSC jouent un rôle clé dans l'élaboration de stratégies efficaces de lutte contre la criminalité organisée. Toutefois, le succès de ces efforts dépend d'un environnement juridique et politique favorable, reconnaissant l'importance de la société civile dans la promotion de la justice et de la sécurité. Face à une criminalité organisée en expansion, le rôle de la société civile demeure essentiel pour garantir que les communautés puissent résister et lutter efficacement contre ces menaces persistantes.

« Les organisations de la société civile sont le pont entre la politique et la réalité. Nous sommes celles et ceux qui traduisons les politiques en actions concrètes sur le terrain, car nous vivons et comprenons les défis auxquels nos communautés sont confrontées. C'est pourquoi il est essentiel d'inclure les OSC dans l'élaboration des politiques, en particulier les voix des femmes issues de communautés vulnérables, souvent exclues. Des plateformes comme celle offerte par le GI-TOC lors de la 12^e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC COP12) sont inestimables pour gagner en visibilité, mais nous avons également besoin de davantage de soutien dans des domaines tels que la narration, la rédaction de propositions et la collecte de fonds, afin de pérenniser notre action. Le réseautage et la création de coalitions peuvent amplifier notre impact, mais rien de tout cela n'est possible sans financement. Si les décideurs politiques veulent réellement lutter contre la criminalité organisée, ils doivent garantir un soutien constant et dédié aux initiatives locales qui font déjà une différence. »

Agnes Atanga, partenaire du Fonds pour la résilience



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

I s'agit d'un appel urgent à l'action, en particulier pour les délégués qui représenteront leurs pays lors du 15^e Congrès pour la prévention de la criminalité aux Émirats arabes unis en 2026. Cet appel vise à reconnaître que la société civile n'est pas un acteur secondaire dans la lutte contre la criminalité organisée – elle en est un élément essentiel. Partout dans le monde, des leaders communautaires, des journalistes, des organisateurs de jeunesse et des mouvements de base comblent les lacunes en matière de gouvernance, contrent les récits des groupes criminels et offrent sécurité et solidarité là où les institutions ont failli. La Déclaration de Kyoto n'a pas pleinement reconnu le rôle de la société civile dans sa déclaration finale ; la Déclaration d'Abou Dhabi a donc l'opportunité d'adopter une position plus favorable à l'engagement de la société civile²².

Si nous voulons construire un monde où la criminalité organisée n'opère pas en toute impunité, nous devons nous engager à mieux organiser, protéger et soutenir la société civile. Cela nécessite une approche nouvelle, fondée sur la résilience, la solidarité et la responsabilité partagée. L'avenir de la réponse mondiale à la criminalité organisée ne repose pas uniquement sur les interventions militaires ou répressives, mais sur le renforcement du tissu social à partir de la base²³.

La criminalité organisée transnationale n'est pas seulement une menace pour la sécurité. Elle sape le développement, fragilise le tissu des sociétés, érode la confiance dans les institutions et prospère dans des contextes d'inégalités et de conflits. Y faire face requiert une réponse à l'échelle de toute la société, ancrée dans la résilience des communautés et la réforme systémique. Le Fonds pour la résilience propose un modèle éprouvé pour cette approche, car il est flexible, fondé sur la confiance et connecté à l'échelle mondiale. Les enseignements qui en découlent devraient guider l'élaboration des politiques futures.

Notre vision est celle d'un monde où la société civile n'est pas reléguée au second plan, mais constitue un acteur et un partenaire central dans les efforts de lutte contre la criminalité organisée transnationale, et où la résilience locale est reconnue comme un élément essentiel de la sécurité mondiale.

Recommandations politiques

Pour les États membres : permettre à la société civile d'agir et investir en elle comme une priorité stratégique pour la sécurité et le développement

- Positionner la société civile comme acteur de première ligne dans les stratégies nationales de sécurité liées à la criminalité organisée, en reconnaissant son rôle dans l'alerte précoce, la protection communautaire, la réintégration et la prévention.
- Institutionnaliser les flux de financement pour les initiatives locales, notamment dans les régions où la légitimité de l'État est contestée. Cela inclut la création de lignes budgétaires dédiées dans les programmes nationaux de prévention de la criminalité ou de sécurité publique.
- Protéger l'espace civique et les défenseurs des droits humains. Les gouvernements qui affaiblissent la société civile compromettent leur propre stabilité et leur capacité de gouvernance à long terme. Les cadres législatifs doivent garantir la liberté d'association et d'expression, en particulier dans les contextes fragiles.

- Adopter une approche pangouvernementale qui intègre la société civile dans la conception et la mise en œuvre des stratégies de prévention de la criminalité, des réformes judiciaires et des politiques de réintégration sociale.

Pour les bailleurs de fonds et les acteurs du développement international : donner la priorité aux interventions fondées sur la résilience et pilotées par les communautés

- Passer d'un financement à court terme et fondé sur des projets à un soutien à long terme et flexible, permettant à la société civile de renforcer sa résilience institutionnelle et de s'adapter aux menaces évolutives.
- Financer des actions transversales qui relient la criminalité organisée à des programmes de développement plus larges, incluant l'égalité des genres, la protection de l'environnement, l'autonomisation des jeunes et la résilience urbaine.
- Encourager la coopération Sud-Sud et l'apprentissage horizontal en investissant dans des plateformes d'échanges entre pairs et dans la construction de coalitions entre acteurs de la société civile.
- Intégrer la participation de la société civile dans les cadres multilatéraux, y compris les examens de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC), les mécanismes de suivi des ODD et les plateformes régionales de sécurité.

Pour le secteur privé : reconnaître vos intérêts et les aligner sur les objectifs de consolidation de la paix et de lutte contre la criminalité

- Soutenir des économies locales inclusives et des moyens de subsistance formels, et renforcer les capacités offrant des alternatives viables au recrutement criminel, en particulier dans les zones marginalisées ou post-conflit.
- Adopter des pratiques d'investissement responsables, incluant une diligence raisonnable sur les risques liés à la criminalité organisée dans les chaînes d'approvisionnement, les projets d'infrastructure et les plateformes technologiques.
- Collaborer avec la société civile et les acteurs locaux pour améliorer l'analyse des risques propres aux contextes, notamment dans les régions touchées par la gouvernance criminelle ou la capture de l'État.
- Utiliser la technologie de manière éthique, en veillant à ce que des outils tels que la fintech, l'intelligence artificielle et les systèmes de surveillance ne soient pas détournés par des acteurs criminels et respectent les droits humains.

Pour les organisations multilatérales et internationales : renforcer le rôle de la société civile dans la gouvernance mondiale contre la criminalité transnationale organisée

- Garantir à la société civile un accès institutionnalisé aux processus décisionnels de la CCPCJ, de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC COP), de la Convention des Nations Unies contre la corruption et des instances régionales. La société civile doit disposer d'un espace et d'une voix garantis (et non simplement être invitée), et ses intérêts doivent se refléter dans les déclarations et prises de position politiques.
- Soutenir la mise en place de mécanismes de protection pour les acteurs de la société civile œuvrant dans des environnements à haut risque, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits humains.
- Mettre à profit votre pouvoir de convocation pour connecter la société civile à travers les régions, en facilitant le dialogue entre le soi-disant Nord et Sud global, afin de promouvoir l'apprentissage mutuel et l'alignement stratégique.
- Intégrer les enjeux liés à la criminalité organisée dans les programmes de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de résilience climatique, en reconnaissant les impacts intersectionnels de la gouvernance criminelle sur les déplacements, l'exploitation des ressources et la dégradation écologique.

Pour les acteurs de la société civile : rester fermes et construire ensemble

- Continuez à mobiliser vos réseaux pour la protection, la visibilité et le plaidoyer collectif. La force de la société civile réside dans sa connectivité et son courage.
- Formulez un récit commun qui conteste la normalisation de la gouvernance criminelle et qui promeuve des alternatives fondées sur la dignité, la justice et la solidarité.
- Documentez et communiquez vos impacts – des initiatives de sécurité communautaire aux réussites en matière de plaidoyer –, afin que la valeur de votre travail soit visible et incontestable aux yeux des décideurs et les bailleurs de fonds.



NOTES

- 1 Reporters sans frontières, les Amériques, RSF, <https://rsf.org/fr/region/americas>.
- 2 Elba Díaz-Cerveró *et al*, « Caught in the middle: Internal and external pressures on the coverage of organized crime in Mexico » [Pris entre deux feux : pressions internes et externes sur le traitement médiatique de la criminalité organisée au Mexique], *SAGE Open*, 12, 2 (2022) ; Cassy Dorff *et al*, « Does violence against journalists deter detailed reporting? Evidence from Mexico » [La violence contre les journalistes freine-t-elle l'investigation approfondie ? Des preuves issues du Mexique], *Journal of Conflict Resolution*, 67, 6 (2022), pp. 1218-1247 ; GI-TOC, « Assassination Witness – launch event HD » [Le témoin d'un assassinat – lancement de l'événement HD], YouTube, 15 juin 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=XGYEwVQq5Os> ; GI-TOC, « Assassination of journalists: the deadliest threat to press freedom » [L'assassinat de journalistes : la plus grave menace pour la liberté de la presse], 2024, <https://assassination.globalinitiative.net/>.
- 3 Reporters sans frontières, les Amériques, RSF, <https://rsf.org/fr/region/americas>.
- 4 GI-TOC, Indice mondial du crime organisé, 2023, <https://ocindex.net/>.
- 5 Per-Albin Johansson, *Northern spirits: gamification and youth recruitment in the Nordic region* [Les esprits du Nord : jeux et recrutement des jeunes dans les pays nordiques], Réseau mondial sur l'extrémisme et la technologie (GNET), 30 octobre 2024, <https://gnet-research.org/2024/10/30/northern-spirits-gamification-and-youth-recruitment-in-the-nordic-region/>.
- 6 Un militant écologiste cambodgien de premier plan est arrêté, alors qu'il enquêtait sur l'exploitation forestière illégale, Associated Press, 24 novembre 2024, <https://apnews.com/article/cambodia-environmentalist-arrested-ouch-leng-5acc57ec9fce217f557fa6bc3d1d046f>.
- 7 ONUDC, 14^e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Déclaration de Kyoto sur la promotion de la prévention de la criminalité, de la justice pénale et de l'État de droit, mars 2021. https://www.unodc.org/documents/commissions/Congress/21-02815_Kyoto_Declaration_ebook_rev_cover.pdf.
- 8 Murray J Sawatsky *et al*, *A quantitative study of Prince Albert's crime/risk reduction approach to community safety* [Une étude quantitative de l'approche de Prince Albert en matière de réduction de la criminalité et des risques pour la sécurité des communautés], *Journal of Community Safety and Well-Being*, 2, 1 (2017).
- 9 Laura Meraviglia, *Counterfeiting, fashion and the civil society* [Contrefaçon, mode et société civile], *Journal of Fashion Marketing and Management*, 19, 3 (2015), pp. 230-248.
- 10 Ugljesa Zvekic *et al*, *Organized corruption: Political financing in the Western Balkans* [La corruption organisée et le financement politique dans les Balkans occidentaux], GI-TOC, juin 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/organized-corruption-political-financing-western-balkans/> ; Katherine Wilkins, *Reconstructing Ukraine: Context-tailored approaches to corruption* [La reconstruction de l'Ukraine : des approches adaptées au contexte pour lutter contre la corruption], GI-TOC, octobre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/ukraine-conflict-reconstruction-corruption-risk/>.
- 11 Daniel Sabet, *Confrontation, collusion and tolerance: the relationship between law enforcement and organized crime in Tijuana* [Confrontation, collusion et tolérance : les rapports entre forces de l'ordre et criminalité organisée à Tijuana], *Mexican Law Review*, 1, 4 (2010).
- 12 Phil Williams, *The fifth wave: organized crime in 2040* [La cinquième vague : la criminalité organisée en 2040], GI-TOC, novembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/organized-crime-in-2040/>.
- 13 Yuliya Khobbi *et al*, *Reforming techniques to combat organized crime in the context in view of securing human rights and freedoms* [La réforme des méthodes de lutte contre la criminalité organisée dans une optique de garantie des libertés et des droits fondamentaux], *Cuestiones Políticas*, 2022.
- 14 Eileen M Kirk, *Untangling eviction, disadvantage, race, and social processes: neighbourhood factors influencing crime* [Expulsions, désavantages, race et processus sociaux : facteurs locaux influençant la criminalité], *Crime &*

- Delinquency, 68, 4 (2021), pp. 594–612 ; Jeffrey D Morenoff *et al*, *Neighbourhood inequality, collective efficacy, and the spatial dynamics of urban violence* [Inégalités de quartier, efficacité collective et dynamiques spatiales de la violence urbaine], *Criminology*, 39, 3 (2006), pp. 517–558 ; Matthew C Scheider *et al*, *The impact of citizen perceptions of community policing on fear of crime: findings from twelve cities* [L'impact des perceptions citoyennes de la police de proximité sur la peur de la criminalité : résultats issus de douze villes], *Police Quarterly*, 6, 4 (2003), pp. 363–386.
- 15 Anel Hortensia Gómez San Luis et Ariagor Manuel Almanza Avendaño, *Barriers to addiction prevention and treatment in communities with organized crime: the perspective of health providers* [Les obstacles à la prévention et au traitement de la dépendance dans les communautés touchées par la criminalité organisée : le point de vue des professionnels de santé], *Santé mentale*, 41, 2 (2018), pp. 73–80.
 - 16 Ian Tennant, *The missing link: can the UNTOC work without civil society's active involvement?* [Le maillon manquant : la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée peut-elle fonctionner sans l'implication active de la société civile ?], GI-TOC, 4 novembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/can-the-untoc-work-without-civil-societys-active-involvement/>.
 - 17 Radha Barooah *et al*, *'We just want to find our children': understanding disappearances as a tool of organized crime* [« Nous voulons simplement retrouver nos enfants » : comprendre les disparitions comme un instrument de la criminalité organisée], GI-TOC, 14 février 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/disappearances-we-just-want-to-find-our-children/> ; Kristina Amerhauser et Walter Kemp, *Stronger together: bolstering resilience among civil society in the Western Balkans* [L'union fait la force : renforcer la résilience de la société civile dans les Balkans occidentaux], GI-TOC, 8 mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/resilient-balkans/> ; Billy Kyte et Giulia Roncon, *Supporting resilience among environmental defenders* [Le renforcement de la résilience des défenseurs de l'environnement], GI-TOC, 17 octobre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/resilience-environmental-defenders-handbook/> ; Rumbi Matamba et Chwayita Thobela, *The politics of murder: criminal governance and targeted killings in South Africa* [La politique du meurtre : la gouvernance criminelle et les assassinats ciblés en Afrique du Sud], GI-TOC, mai 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/the-politics-of-murder-criminal-governance-and-targeted-killings-in-south-africa/>.
 - 18 Hrebeniuk Maksym Vasilievich, *The directions of improving the legislative framework in the sphere of supply state security in the vector - fight against organized crime* [Les orientations pour l'amélioration du cadre législatif concernant la sécurité des approvisionnements de l'État dans la lutte contre la criminalité organisée], *Public Management*, 2019.
 - 19 Asif Efrat, *Combating the kidney commerce: civil society against organ trafficking in Pakistan and Israel* [La lutte contre le commerce de reins : l'action de la société civile contre le trafic d'organes au Pakistan et en Israël], *The British Journal of Criminology*, 2013.
 - 20 Ian Tennant, *The missing link: can the UNTOC work without civil society's active involvement?* [Le maillon manquant : la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) peut-elle fonctionner sans la participation active de la société civile ?], GI-TOC, 4 novembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/can-the-untoc-work-without-civil-societys-active-involvement/>.
 - 21 Martinez-Vaquero *et al*, *Evolutionary dynamics of organised crime and terrorist networks* [Les dynamiques évolutives de la criminalité organisée et des réseaux terroristes], *Scientific Reports*, 9, 1 (2019).
 - 22 Ian Tennant, *Kyoto Declaration: states affirm their primacy in crime prevention and criminal justice amid downgraded role of civil society* [La Déclaration de Kyoto : les États réaffirment leur primauté en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale, alors que le rôle de la société civile est relégué au second plan], GI-TOC, 5 mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/kyoto-declaration/>.
 - 23 Pour plus d'informations, voir GI-TOC, *Intersections: Building blocks of a global strategy against organized crime* [Intersections : les fondations d'une stratégie mondiale de lutte contre la criminalité organisée], 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/global-strategy-against-organizedcrime-intersections/>.



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de plus de 700 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre la criminalité organisée.

www.globalinitiative.net



**RESILIENCE
FUND**

Supporting community
responses to organized crime